

Hervé KEMPF (Reporterre)

François Hollande : « Si nous voulons atteindre le fameux 'facteur 4', c'est l'objectif fixé, nous devons inscrire comme perspective de réduire de 50 % notre consommation d'énergie finale à l'horizon 2050.

50 %, on me dira le pari est audacieux, et puis en 2050 qui ira vérifier ? La question c'est : est-ce qu'il est hors de portée, est-ce que c'est possible de diminuer de 50 % - sur 35 ans - notre consommation d'énergie ? En tout cas, cela doit être un objectif mobilisateur. » Reporterre avait [indiqué avant-hier](#) que cet objectif était le coeur du débat politique actuel sur l'environnement, bien plus que la question des taxes. On pouvait douter que M. Hollande serait aussi net sur ce point. Mais il franchi le pas.

Le moment est d'importance : il confirme et renforce ce qu'avait énoncé [la loi de 2005](#). Elle fixait comme objectif le "facteur 4", c'est-à-dire la diminution par quatre des émissions de gaz à effet de serre. La plus haute autorité de l'Etat français relance donc cette orientation capitale.

Il l'a justifié par l'argument de bon sens économique que répètent de longue date les écologistes : « **Si nous réduisons notre consommation d'énergie, nous pouvons faire une économie de 20 à 50 milliards sur notre facture énergétique, 20 à 50 milliards d'ici 2030, 15 ans, c'est deux fois le choc de compétitivité.** »

Mais peut-on faire confiance à François Hollande pour engager les actes qui transformeraient ces paroles en réalité ?

Sa conviction profonde, on le sait, est incertaine. L'homme est avant tout politique, c'est-à-dire qu'il avance en pesant en permanence les rapports de force. L'annonce a pour premier but de calmer les écologistes, dont il a besoin de l'alliance, mais qui ruent de plus en plus dans les brancards en raison d'une politique du gouvernement tout sauf environnementale. Et de ce point de vue, l'annonce des "50 %" a réussi : il fixe à la France le but même que recommandent les écologistes. Ils ne peuvent qu'acquiescer.

Il sait aussi que l'on peut douter de ses promesses. Hollande a plusieurs fois promis des chiffres frappants, tels qu'une tranche d'imposition à 75 % pour les revenus dépassant un million d'euros par an, ou la réduction de 50 % de la part du nucléaire.

Les 75 % n'ont pas résisté à la bronca des super-riches. Quant aux 50 % du nucléaire, leur réalisation est de plus en plus douteuse, si l'on observe l'incapacité dans laquelle se trouve le gouvernement à fermer la centrale de Fessenheim, autre engagement de campagne de M. Hollande.

Il a marqué l'objection : **"Vous connaissez l'engagement que j'ai pris : réduire à 50 % la part du nucléaire dans la production d'électricité à l'horizon 2025. Cela commence donc aujourd'hui. Je rappelle que la centrale de Fessenheim sera fermée d'ici fin 2016."** Et a indiqué que c'est la loi qui trancherait le problème : **"La future loi de programmation sur la transition énergétique posera le principe d'un plafonnement à son niveau actuel de notre capacité de production nucléaire. Elle définira les modalités juridiques qui gouverneront l'évolution du parc."**

Mais surtout, pour concrétiser cet objectif de 50 %, il sait pouvoir compter sur de nouvelles forces. Car la politique, ce n'est pas seulement les partis, mais aussi les corps sociaux, au premier rang desquels les grandes entreprises, qui jouent un si grand rôle dans le système oligarchique. Et nombre de grandes entreprises comprennent que leur intérêt est dans cette nouvelle direction, dont le premier pas sera un programme majeur de rénovation thermique : 500 000 logements rénovés par an en 2017, cela signifie de l'activité économique.

Qui intéresse des milliers de PME disséminées dans le pays, mais aussi de grands acteurs, comme Saint-Gobain, Schneider Electric ou Bouygues. Il est très significatif ainsi que, jeudi 19, Martin Bouygues, ami proche de Nicolas Sarkozy, ait pris parti fortement pour la transition énergétique, dans un [article paru dans Les Echos](#). Les écologistes d'un côté, des grandes entreprises de l'autre : il est possible que l'objectif de réduire de moitié la consommation énergétique en 2050 ne soit pas un vœu pieux.

Hervé Kempf pour Reporterre.